

LE BANQUET

REVUE DU CERAP

1^{er} semestre 1995 • n°6

LE NOUVEAU PRÉSIDENT : SA MÉMOIRE, SES IDÉES, SON PROJET

**Transition politique, droites, gauche, Villiers, Le Pen,
regard d'Amérique**

Nicolas Tenzer, Jacques Bonnaire, Stéphane Natti,
Franck Lorho, Stanley Hoffmann

LA DÉMOCRATIE DES APPROXIMATIONS

**Financement, réforme des institutions, changement civique,
politique virtuelle, république enlisée**

Franck Lorho, Yves Mény, Jean-Michel Belorgey, François Ivernel,
Marcel Gauchet, Philippe Raynaud

SORTIR DU LABYRINTHE SOCIAL

Société salariale, valeur travail, fragilités, cohésion sociale

Robert Castel, Jacques Rigaudiat, Serge Paugam, Paul Tolila

A L'ÉPREUVE DE LA CRITIQUE POLITIQUE

Minc, Chazal, Delors, Kouchner, Giscard d'Estaing

Jean-Pierre Viola, Philippe Latorre, Marin de Viry, Géraud de Vaublanc

MIETTES CRITIQUES



9 782910 62022

ISBN : 2 910621 02 2

La cohésion sociale menacée : enquête sur une inquiétante étrangeté

Paul Tolila¹

« La vérité n'est pas toujours dans un puits. En somme, quant à ce qui regarde les notions qui nous intéressent de plus près, je crois qu'elle est invariablement à la surface ». Edgar Allan Poe, *Double assassinat dans la rue Morgue*

En quelques années, la notion de cohésion sociale est devenue centrale dans le discours politique². Administrations, presse, colloques savants ou non, organisations « sociales » diverses et variées reprennent en chœur ce thème, créant une masse substantielle de discours et de solides réseaux de complicités autour de cette affirmation : la cohésion sociale est menacée. Alpha et Oméga de ce discours politique dominant aujourd'hui, la cohésion sociale n'a pas toujours occupé cette place. On peut dater son émergence de la période 1988-1994.

Pourquoi *elle* et pourquoi *maintenant* sont des questions de « bon sens » qui déterminent des interrogations théoriques et politiques indissolublement liées. Quelle est, en effet, la portée pratique de la cohésion sociale au regard d'une conception de la politique fondée sur le débat démocratique ? Pourquoi recourons-nous à une telle notion ? Que recouvre-t-elle exactement ?

Nos questions concernent, donc, la cohésion sociale comme catégorie du discours politique et non comme concept élaboré dans une région spécialisée des sciences humaines, l'anthropologie par exemple. Pour cela, le lecteur se reportera utile-

1. Agrégé de philosophie.

2. Un exemple, entre autres : « Chaque politique publique, mais aussi chaque décision économique, doit être jaugée à l'aune de ses conséquences sur la cohésion sociale » (Rapport *Cohésion sociale et prévention de l'exclusion* du XI^e Plan, La Documentation Française, 1993, p. 39). Et aussi : « Ce qui signifie clairement qu'il faut, dans les choix politiques, déclasser, sur la durée du XI^e Plan, tout ce qui n'est pas au cœur de l'enjeu de cohésion sociale » (*ibid.*, p.9).

ment aux œuvres de M. Mauss. On objectera peut-être que la politique a le droit d'intégrer dans sa démarche des concepts scientifiques. Certes ; mais les hommes politiques ne sont pas des anthropologues : le transfert d'un concept impliquerait donc nécessairement des explications sur sa légitimité, sur les contenus transférés et sur le sens nouveau (ici *politique*) conféré au concept en cause.

Car, en effet, il est impossible de trouver dans aucun texte, discours, rapport ou article une quelconque définition de la cohésion sociale. Le mystère dans lequel nous entrons est d'autant plus épais que le discours politique dominant parle sans cesse de *la* cohésion sociale comme d'une généralité évidente pour tous. C'est au nom de cette abstraction jamais décrite, jamais expliquée que tant de dispositifs administratifs seraient mis en place et que tant d'efforts et de sacrifices seraient réclamés aux citoyens ?

Cette « anomalie » au regard de la démocratie constitue un premier indice. Pour traiter cette énigme, deux principes simples guideront l'analyse. D'abord, le discours politique ne veut rien dire d'autre que ce qu'il dit : il ne cache rien, tout son sens est contenu en lui-même ; il n'a pas « d'ailleurs » expliquant de façon « profonde » ses significations. Ensuite, tout acte en politique – et l'absence d'acte en est un – n'a de sens que politique, c'est-à-dire au regard du pouvoir, de son exercice (de son contrôle ?), de la prise de décision et de la relation gouvernants/gouvernés.

Une définition purement négative

Beaucoup a donc été dit sur la cohésion sociale sauf, étrangement, ce qu'elle est. A première vue la question est oiseuse, surtout quand on compare son aspect besogneux à l'urgence des menaces qui, elles, sont décrites avec un luxe de détails dans le registre dramatique : exclusion, fracture sociale, explosion latente, effondrement des valeurs morales, désintégration de la famille. Ce drame a ses acteurs : le chômage, les banlieues, l'immigration sauvage, les marginaux... Vous voulez savoir ce qu'est la cohésion sociale ? Mais c'est un détail, cher ami, nous avons besoin de solutions et non d'incertitudes supplémentaires ! Amour du détail ici, indifférence là. Les détails sont pourtant des objets fort intéressants où le diable a coutume de gésir.

Que penserait-on, en effet, d'un médecin acharné à décrire la forme fulminante des affections dont souffre son malade sans

se soucier de savoir ce qu'est cette maladie et qui est ce malade ? Notre position serait immédiate : le diagnostic et les remèdes de ce médecin relèvent d'une logique inadaptée à la guérison de *cet homme concret* qui est son patient et qu'il néglige de connaître. Ils relèvent d'une conception de la médecine où la question même de *cet homme* ne se pose pas³. Le discours politique dominant et le consensus ambiant à l'égard de la cohésion sociale effectuent un geste identique à celui de cet inquiétant médecin dont le malade, s'il ne meurt pas de ses pathologies, décèdera sans doute du traitement et, à coup sûr, d'angoisse.

A ce stade, nous n'avons pas avancé beaucoup dans la solution de l'énigme. Il semble, au contraire, que nous l'ayons épaissie. Comment connaître ce que le discours politique dominant se refuse obstinément à définir ? Comment nous déterminer face à l'indéterminé ? Par son extraordinaire silence, le consensus sur la cohésion sociale a réussi le tour de force de rendre le mystère de cette notion lui-même extraordinaire. Ne vaut-il pas mieux retirer la question, et se lancer dans les médications proposées ?

Ce serait une solution reposante et de bon ton. Mais cette solution ne serait-elle pas, en tant qu'acte, ce qu'attendent les auteurs du discours politique dominant, ce qu'ils veulent produire de façon aussi obstinée que leur silence sur la cohésion sociale ? Notre indice, ce détail superflu, serait alors le signe d'une liaison intime entre ce silence et notre renonciation politique. Entrons donc de plain-pied dans l'énigme de la cohésion sociale, c'est-à-dire dans ce qui nous en est dit de façon si étrange avec, en mémoire, cette phrase du Dupin d'Edgar Poe : « Il me semble que le mystère est considéré comme insoluble, par la raison même qui devrait le faire regarder comme facile à résoudre – je veux parler du caractère excessif sous lequel il apparaît »⁴.

La cohésion sociale existe puisqu'elle est menacée...

Nous devons traiter le caractère étrange ou extraordinaire de notre problème non comme un obstacle mais comme un symptôme.

3. Pareille médecine a existé. Il s'agissait de l'art médical, dit « des espèces ». Balayé à la fin du XIX^e siècle par la révolution clinique qui fonde nos conceptions médicales modernes, il y était beaucoup question de *l'homme* en général mais très peu des patients en tant qu'individus réels (voir à ce sujet M. Foucault, *Naissance de la Clinique*, PUF, 1961).

4. *Double assassinat dans la rue Morgue*.

Pour ce faire, au lieu d'écarter ou de vouloir réduire l'étrangeté, il faut la laisser se déployer jusqu'au bout. Rappelons les faits.

1) Le discours politique dominant fait silence sur ce qu'est la cohésion sociale et, pourtant, il emploie obstinément ce vocable en lieu et place d'autres dont nous avons l'habitude dans notre histoire et notre vocabulaire politique (union nationale, paix sociale, consensus politique, unité nationale, etc.). Pourquoi ? Que nous dit-il de plus par là ?

2) Le contrepoint de ce silence est un véritable flot de menaces apocalyptiques dont la plupart sont décrites au moyen de métaphores sismiques (fracture, rupture, dérive, effondrement...). La presse d'ailleurs ne s'est pas trompée sur cette dramatisation et l'a transposée dans ses articles : « il y a urgence sociale » (*Les Echos*, 11 février 1993) ; « Perdre la cohésion sociale, un risque majeur » (*Espace social européen*, 19 février 1993) ; « Une partie de la France va à la dérive » (*Les Echos, idem*) ; « 1993-1997 : la cohésion sociale ou le chaos » (*Le Monde*, dossier du 20 avril 1993). Enfin une partie du débat présidentiel actuel tourne autour du thème d'un changement *sans fracture*. Pourquoi un pareil acharnement, ce penchant, cette complaisance dans l'annonce des catastrophes ?

3) Dans la foulée des menaces arrivent les solutions proposées et, là, leur aspect contradictoire n'est pas fait pour nous rassurer. C'est une véritable tour de Babel. Pour les uns, la cohésion sociale sera menacée si les plus défavorisés subissent plus d'injustice⁵ ; d'autres énoncent le péril d'une dualisation de la société que certains analysent comme inéluctable voire efficace⁶ ; d'autres

5. « (Je considérerais) que la cohésion sociale sera menacée si l'on ne cherche pas à défendre l'intérêt de ces millions de gens qui sont considérés comme des petites gens, les salariés modestes mais aussi ceux qui ne sont pas salariés et qui sont à la limite de l'exclusion ». (F. Mitterrand, *L'Heure de vérité*, Antenne 2, 25 octobre 1993).

6. Voir l'article de C. Saint-Etienne, « La cassure », dans *Le Monde des Débats*, septembre 1993 : « On discerne déjà l'apparition d'une société éclatée entre, d'une part, une minorité sur-occupée, aux revenus élevés, pour laquelle le travail restera le fondement structurant des valeurs politiques, sociales et culturelles, et, d'autre part, une majorité sous-occupée, sous-payée ». Cet éclatement annoncé est, selon l'auteur, qui se lance dans une véritable socio-tectonique des plaques, le révélateur de « la grande cassure en préparation, comme deux continents qui se séparent, entre travail qualifié et travail non qualifié ». Selon l'auteur, toujours, ce processus est irréversible et « contrarier ce processus ne serait même pas efficace en termes d'emplois, car cela tuerait les activités économiques, soumises à une concurrence internationale exacerbée ».

encore ne pronostiquent pas une explosion sociale, mais une implosion, apprécions la nuance⁷ ; d'autres, enfin, appellent la culture à la rescousse d'une cohésion sociale défaillante⁸. Pourquoi cette cacophonie ?

Donnons à ces trois évidences valeur d'indices à l'intérieur du contexte où elles fonctionnent et qu'elles définissent elles-mêmes : la cohésion sociale (que je nomme mais ne définis pas) est menacée par des périls (que je décris précisément) pour lesquels je propose des diagnostics et des remèdes (très contradictoires). Ajoutons qu'il n'existe *aucun* discours sur la cohésion sociale, il n'existe que des discours sur la cohésion sociale *menacée*. Le discours politique dominant ne parle d'elle *que* dans une sémantique de la menace. Allons au but : pour lui, en lui, la cohésion sociale n'existe pas, seule existe *la cohésion sociale menacée*. La voilà bien, cette inquiétante étrangeté avec son véritable nom.

S'il n'existe, en effet, que « la cohésion sociale menacée », alors le discours dominant ne peut pas dire ce qu'est la cohésion sociale tout court. Son silence extraordinaire est parfaitement logique. En revanche, ce qu'il peut nous dire ce sont les menaces, et il ne s'en prive pas. Sa complaisance sur ce point, son manque de sobriété deviennent également logiques. Son geste fait de la menace l'essence de la cohésion sociale ; les menaces sont la condition de son existence. Quant à la cacophonie des diagnostics et des remèdes, elle pourrait bien être le retour de ce que cette logique essaie de refouler en donnant à *la* cohésion sociale une priorité absolue : l'existence de positions politiques différentes et contradictoires sur la réalité sociale.

Notre route s'est transformée, a bifurqué. Nous pensions trouver la cohésion sociale au bout de la piste et nous ne trouvons que des menaces et des choix politiques. Le discours politique ne nous a rien dit d'autre que ce qu'il nous a dit !

Un discours anxigène

Dans le déplacement de notre attention de la cohésion sociale vers la *cohésion sociale menacée*, nous avons été frappés

7. M. Noblecourt, L'implosion permanente, *Le Monde*, 2 décembre 1993.

8. « La culture, dans un environnement extrêmement difficile où la cohésion sociale peut chanceler, doit retrouver son rôle de creuset où se forment l'intégration et le progrès ». Jacques Toubon, cité dans *Le Monde*, 13 janvier 1994.

par son extrême complaisance au catastrophisme. Pourquoi avoir adopté une pareille *figuration*, un tel *style* ? On pourra dire que les problèmes sont si graves que, etc. Mais nous ne demandons pas qu'on nous réexplique la pièce, nous voulons savoir pourquoi on a choisi *cette* mise en scène et pas telle autre. Pourquoi l'apocalypse et pas la sobriété, par exemple ? On l'a choisie parce que ce choix correspondait à des intentions et que, une fois ce choix fait, la logique mise en place devait produire des effets adaptés à ces intentions.

1) En ne définissant pas la cohésion sociale, le discours politique dominant indique son impuissance à la faire, mais aussi la réussite d'une opération : affirmer par son silence qu'il existe une évidence générale qui s'impose à tous. Cette évidence va plus loin que toutes les expressions politiques connues (c'est pour cela qu'il ne les utilise pas) et paraît désigner *l'essence* de notre vie commune. Unique et parfaite (c'est pour cela qu'il faut la protéger), le silence qui est fait sur elle la défend de tout examen critique. Ce cercle vicieux parfait ne peut cependant se protéger tout seul, il lui faut un outil permettant d'inhiber toute velléité de contestation. Il le trouve dans la menace.

2) Le côté excessif de ce déluge de périls ressassés jusqu'à l'écoeurement est l'indice d'une volonté. Un médecin agissant ainsi terroriserait son malade et ses proches ; le discours politique n'agit pas autrement. La litanie des menaces le rend anxigène et il n'hésite pas, officiellement, à renvoyer au corps social une image de lui-même comme « société inquiète ». Si le discours sur la cohésion sociale menacée tend à faire peur, c'est que cet effet extraordinaire est justement l'effet recherché. L'angoisse, la peur et l'affolement sont ce qu'il faut pour désarmer la contestation sur la cohésion sociale et sur les remèdes qu'on veut nous faire avaler avec elle. Le discours dominant n'a donc pas tendu à les apaiser mais à les accroître au maximum.

En termes politiques, il y a *une* cohésion sociale qui ne se discute pas, elle a des pathologies létales qui ne se discutent pas non plus et elles sont si nombreuses que les citoyens n'ont qu'une chose à faire : avaler la potion, trembler et circuler en faisant le gros dos. Il n'y a rien à voir ! Le discours sur la cohésion sociale menacée a constitué une vaste entreprise d'inhibition de la capacité démocratique par l'usage de l'angoisse et la mise au service de cet usage de tout un appareil administratif et institutionnel. Le mot d'ordre était clair : il n'y a qu'une politique possible. Le

paroxysme de cette mise au pas a été atteint dans les années 1990-1993.

Les angoisses du pouvoir

Il y a dans l'angoisse qu'on a voulu infuser aux citoyens quelque chose qui ressemble à la propre angoisse du pouvoir politique de cette époque. Son coup de génie est d'avoir formalisé sa propre anxiété en un outil politique au service de sa pérennité. En mai 1988, François Mitterrand est réélu après une campagne se voulant rassurante et unificatrice d'un tissu social dont il avait pointé les risques d'éclatement, et Michel Rocard devient son Premier ministre. Sa personnalité confirme le choix libéral du pouvoir socialiste en économie et l'accélération du processus dit de construction européenne. Depuis longtemps le chômage est massif, les désordres dans les banlieues connus et, déjà dans les années dorées de la spéculation boursière, laissés-pour-compte et vagabonds sont bien visibles dans les rues de Paris et d'ailleurs.

Avec le ralentissement économique qui précède la crise du Golfe et qui s'approfondit ensuite, l'ambiance change. En 1991/1992, la France entre dans une dure récession. Dure aux plus pauvres comme d'habitude, mais aussi à diverses catégories salariées et de P.M.E./P.M.I. Le chômage fait un bond énorme, progressant de 300.000 unités par an dans la période. C'est l'époque, où « tous les économistes » se trompent en prédisant que cela va aller mieux alors que chaque jour cela va plus mal.

Mais c'est aussi l'époque où certains s'enrichissent : possédants, spéculateurs sur les monnaies, grands groupes, tous rentiers de la toute nouvelle mondialisation de l'économie. Un récent rapport de l'O.F.C.E. le remarque : « La crise n'a pas été inamicale pour tous ». Cette situation qu'il a largement contribué à créer affole un peu le pouvoir. D'autant que s'est insidieusement glissée et développée dans le discours général de l'Etat une logique d'impuissance : l'Europe, les contraintes extérieures de la mondialisation, la liberté absolue des marchés financiers, ont ôté à l'Etat ses terrains d'actions traditionnels.

Dans un pareil contexte, l'usure est rapide. D'autant que les élections approchent et que là, toute mondialisée que soit l'économie et toute européenne que soit la France, c'est quand même ici qu'on va voter. Situation d'autant plus regrettable que ceux qui ont porté les socialistes au pouvoir sont, justement, les

victimes les plus touchées par la crise. Préoccupante affaire. Alors, et pour qu'au moins quelque chose semble se passer, on change : M. Rocard est remplacé par E. Cresson et quelques mois plus tard P. Bérégoovoy succède à celle-ci.

C'est dans cette transition et particulièrement sous le gouvernement Bérégoovoy que le discours sur la cohésion sociale menacée devient le plus aigu et dominateur. Il atteint son paroxysme : nous sommes dans la dernière ligne droite avant les élections et dans une récession meurtrière que rien ne peut plus cacher. Jamais plus que sous ce gouvernement, on aura autant demandé de sacrifices aux Français au nom de la compétitivité, de la productivité et du franc fort érigés en *fatum*. Jamais on n'aura autant entendu qu'il n'y avait pas d'autre politique possible et jamais le règne de l'économisme n'aura été aussi brutal, dévalorisant de facto tout débat démocratique sur les choix opérés.

Plus le pouvoir perd pied et plus le dispositif mis en place autour du thème de la cohésion sociale se durcit : les plus catastrophistes de nos citations viennent de cette période. « On a tout essayé » dira F. Mitterrand à propos du chômage (une phrase dont Lionel Jospin voudrait bien être débarrassé), ce qui signifiait purement et simplement qu'en France, il n'y avait plus de responsables et plus de politique !

Le mal était sans doute plus profond : dans l'affaiblissement de l'esprit démocratique à l'intérieur des élites dirigeantes elles-mêmes. Coupées du pays, elles tentent de le tenir en respect et de se rassurer par une illusoire maîtrise en agitant l'épouvantail de la cohésion sociale menacée. Pour la seconde fois – on se souvient du « Au secours, la droite revient ! » de 1986 – le pouvoir finissant retrouvait la peur comme un de ses ultimes outils politiques.

Un instrument contre la démocratie

Le discours de la *cohésion sociale menacée* opère une généralisation qui tend à nous faire admettre que *cet* ordre social est l'ordre social unique et souhaitable. Politique des « espèces », le discours dominant se soucie peu de la société concrète, des intérêts et des rapports de forces qui y prospèrent : il crée par l'abstraction de la cohésion sociale un *double fantasmatique* de la société qu'il ignore et le promeut comme la vraie société, celle qu'il faut absolument préserver, maintenir, retrouver. La litanie des menaces

accroît l'impression d'harmonie perdue (mais quand et où ?), compagne obligée des jours d'angoisse. Mais plus il inquiète, plus il se rassure et plus le dispositif se trompe de malade. Du point de vue de la démocratie, toutes ces opérations ont un sens.

En jouant sur des généralités inattaquables, cette démarche fait entrer tout citoyen dans un univers balisé par avance et qu'il doit accepter : leur présentation générale comme *évidences* vise à inhiber l'examen critique. *La* cohésion sociale, *l'exclusion*, *l'équité*⁹... voici les cartes, jouez sans questionner les règles. En présentant l'ordre social de l'époque comme le seul ordre possible et sa politique comme la seule possible appliquée à cet ordre social, le discours politique dominant s'abolit comme position politique parmi d'autres et invalide par avance toute alternative.

Le dispositif qui a été mis au point vise, dans l'imposition d'un ordre évident, à empêcher l'avènement d'un autre ordre mais également à exprimer, à dire cet ou ces autres ordres possibles. Or dire, en démocratie et en politique tout court, c'est prendre position. Dire est un acte en ce sens dangereux car il ouvre la voie à la représentation potentielle d'autre chose. Le discours politique dominant a donc comme objectif premier de *faire dire* seulement la même chose que ce qu'il dit et d'interdire la parole différente. Il détermine ainsi une sorte de *political correctness*, une censure efficace, fondement de ce qu'on appelle le consensus. Il ne veut pas nous empêcher de parler, il veut au contraire nous *faire parler comme lui*. Ce qui signifie que la procédure n'a rien à voir avec une quelconque méthode ouvertement tyrannique ou policière : elle vise à couvrir la surface du discours politique potentiel par le phénomène d'*un* discours, seul possible. En tant que figuration, l'excès des menaces opère cette saturation. Dans cette action, pourtant, le discours dominant réussit *et* se met en péril. Pour prohiber, il doit s'étaler au maximum : en faisant *trop*, il se trahit, se désigne en ce qu'il fait et ponctue sa propre nature. Pour qui veut se donner la peine de lire, il ne cache rien, tout est à sa surface même.

En construisant son étrangeté de *la* cohésion sociale, le discours dominant élabore une sorte de « boîte noire » où il est impossible d'aller regarder. La boîte noire est un mécanisme mystérieux qui « fonctionne » tout seul, sans intérêts, sans responsabi-

9. Sur ce point, cf. N. Tenzer « L'équité n'est pas une politique », *La Croix*, 10 février 1995.

lités et sans responsables. On voit ce qu'il en est quand la boîte vise à être l'essence de *la* société. Il est possible de repérer le même type de fonctionnement intellectuel dans le discours général sur l'exclusion et dans la significative description de nos sociétés comme des « machines à exclure ». Là aussi, *cela* fonctionne sans responsables, ni responsabilités, ni choix.

Le choix de ne pas savoir

En termes politiques, le dispositif de la boîte noire « cohésion sociale menacée » n'est pas seulement simplet et n'est pas seulement une pensée de l'ordre. Outil imposé, il vise à priver les citoyens de tous les outils politiques normaux par lesquels ils se repèrent et participent à la démocratie : positions, délibération, choix, décision, responsabilité. Il contribue, en même temps, à déresponsabiliser le pouvoir politique qui, comme tout le monde, est placé devant une société dont le fonctionnement lui échappe.

De facto, la cohésion sociale menacée ne pousse pas les citoyens à faire de la politique, elle les pousse à se soumettre à *une politique* qui ne dit pas son nom comme telle, à une politique qui masque ses choix sous les espèces du général, de l'évident et du fonctionnalisme. Mais tout comme l'angoisse ne peut être que l'outil d'un pouvoir lui-même angoissé, la boîte noire ne peut être que l'instrument d'une politique d'Etat elle-même boîte noire. Autrement dit : la boîte noire ne peut être que la stratégie d'un pouvoir d'Etat devenu opaque. En écartant tous les outils de la démocratie, la boîte noire se donne à voir pour ce qu'elle est : un outil de forme despotique. Elle signale et constitue, à l'intérieur de notre démocratie et de ce qu'on appelle la classe des responsables, l'apparition d'éléments non démocratiques.

L'univers des discours de la cohésion sociale est fixiste, inapte à saisir les dynamiques à l'œuvre et incapable de les infléchir par des propositions positives. En effet, tout le vocabulaire gravitant autour de la « cohésion sociale menacée » relève du *maintien* ou de la *restauration*, des mots qui puisent profond dans notre héritage historique et politique. « Edouard Balladur est moins attendu sur ses résultats que sur l'assurance d'une cohésion sociale *maintenue* contre vents et marées » (J. Sainte-Marie, Institut Louis Harris, cité dans *Le Monde* du 1^{er} janvier 1994). « Une politique sociale ambitieuse [...] viserait, entre autres objectifs, à contribuer à la *restauration* de la cohésion sociale » (Rapport

Cohésion Sociale du XI^e Plan, p. 39). On pourrait multiplier à l'infini ce genre de citations. Cette harassante litanie aurait le mérite pédagogique de bien nous faire comprendre que la « notion » de cohésion sociale nous renvoie à un ordre du passé et à la nostalgie de cet ordre comme harmonie perdue. Mais cette harmonie a-t-elle jamais existé ?

Depuis quelques années, l'ensemble de nos réflexions et de notre pensée se meut dans un univers de gestionnaires, dominé par la dictature sans faille de l'économisme. Les dirigeants européens, devant les résultats plus que mitigés des différents référendums, découvrent avec effroi qu'ils avaient « oublié l'Europe sociale ». Pendant ce temps, la misère continue, s'accroît, séparée des discours officiels par une distance sidérale. Dans ce vide s'engouffre nécessairement la démarche humanitaire qui, de sophistication en sophistication devant les problèmes non résolus, peut finir par se prendre pour une politique ou être présentée comme telle. Surtout quand la phrase « nous avons tout essayé » devient une antienne du discours politique proprement dit.

Avec l'économisme – qu'il ne faut pas confondre avec les sciences économiques, lieu de recherches, de débats et de doute – l'autonomisation du secourisme comme politique constitue un couple qui se donne à voir sur le mode de la blessure et du pansement d'urgence. Les dégâts produits par le maniement brutal des notions de productivité et de compétitivité, rapportés à une « cohésion sociale » qui s'aveugle sur l'anarchie des intérêts et des rapports de forces, n'ont plus comme remède qu'une « action sociale » démunie. Cette circularité « économisme-humanitarisme » ne fait que rendre plus cuisante l'absence béante de projet politique.

Elle peut révéler aussi l'intime liaison existant entre économisme et renonciation politique. Si l'économisme comme forme dogmatique a pour résultat de présenter un choix de politique économique comme le seul possible, alors il est nécessaire d'extraire du champ politique même les effets sociaux réels de ce choix et de les décrire sous les couleurs d'un champ radicalement différent : l'éthique. Laissons – au nom de *la* rationalité économique – se creuser les écarts de revenus, chuter le pouvoir d'achat des bas salaires, la fiscalité ponctionner uniquement le travail, etc., voilà le premier credo d'une politique réduite à l'économisme. Le second en découle : « Renvoyons dans l'éthique et le non-politique la question de l'organisation de la société ».

C'est ce que signalait dans sa contribution au XI^e Plan Bernadette Malgorn : « La cohésion sociale et la prévention de l'exclusion ne peuvent plus être *confinées dans le champ du social*. On ne peut prétendre en traiter par des politiques techniques spécifiques, même perfectionnées [...]. La question qui se pose est donc de savoir *quel type d'organisation sociale* permet à l'ensemble de la population vivant dans notre pays [...] de participer à son développement [...]. La recherche de cohésion sociale *remet en cause l'organisation sociale elle-même et les interventions des pouvoirs publics et des acteurs économiques et sociaux* »¹⁰.

Bâtir un projet politique, c'est construire du neuf et non pas maintenir ou restaurer. L'heure est à la compétition électorale et donc, malgré tout, à la discussion ouverte. Mais demain ? La démocratie ne s'arrêtera pas à l'élection du Président de la République. C'est, au contraire, alors qu'il deviendra encore plus nécessaire de la faire vivre. *La cohésion sociale menacée* n'est pas morte, elle demeure, en tant qu'outil, potentiellement utilisable même sous une autre forme. Lutter contre ce type de démarche, refuser sa logique sera encore une nécessité demain. « Car il n'est pas petit le pouvoir qu'un homme prend sur son semblable en s'arrogeant le droit de dicter des principes et des vérités intangibles et de lui faire avaler comme inné le principe par lequel il les enseigne dans son propre intérêt »¹¹.

10. Rapport du XI^e Plan, *op. cit.*, pp. 190-191, souligné par nous.

11. Locke, *Essai sur l'entendement humain*, 1690.